

le moment où ils se battaient, et faisaient de grands sacrifices pour abolir cet esclavage qu'on leur reprochait tant, et maintenir leurs institutions dont on disait tant de mal, mais qui semblent leur convenir, puisque depuis bientôt cent ans qu'ils les possèdent, il ne s'est pas encore présenté un seul ambitieux assez brave, ou assez fou pour proposer de les changer.

*Quénoche.*—Vous avez qu'à voir! Ça bien du bon sens ce que dit-là le petit Louison. C'est à croire que, nous autres habitants, nous irions chercher noise à ces gens-là qui nous achètent notre avoine, notre beurre, nos chevaux! Pas si simples que ça! Il faut que ce soient les gens d'éducation qui aient fait cette bêtise.

*Boudin.*—Tu ne comprends rien à ces choses-là, mon pauvre Quénoche. Il faut bien que les hommes instruits vous éclairent, et vous retiennent dans le droit chemin des principes salutaires d'une sage politique.

*Quénoche.*—Au diable la sage politique qui nous expose à la guerre, à la misère; qui chasse nos garçons et nos filles du pays.

*Jérémie.*—Je vous disais bien que l'éducation fait plus de mal que de bien, puisqu'elle fait faire, à ceux qui en ont, des sottises que nous ne ferions pas nous autres avec notre simple grosse raison.

*Bonsens.*—Écoutez, Jérémie, il ne faut pas voir les choses d'un seul côté, car toute chose en a deux. Par exemple, quand tu fais ferrer ton cheval, ça paraît à ton point de vue, un grand service que tu rends à ta bête, puisque ça l'empêche de se fendre la corne. Peut-être que si le cheval pensait plus loin que son nez, il découvrirait que c'est encore plus pour le faire travailler à ton profit ou pour ton plaisir, que tu fais la dépense de quatre fers, d'un licou, d'un beau harnais, que pour lui faire du bien; et il pourrait prendre la clef des champs. Mais heureusement pour nous, le cheval ne pense pas, et il pourrait bien y avoir parmi nous des politiques qui ont intérêt à nous mettre quatre fers, un beau licou, un harnais tout doré et couvert de plumes d'autruche, comme par exemple ceux qui ont intérêt à acheter nos produits à moitié prix, à nous vendre leurs marchandises plus cher, à établir dans notre pays, pour nous mener plus facilement, une monarchie, système qui

peut convenir aux vieux endroits, mais qui ne convient probablement pas à une contrée nouvelle où le climat est froid, où il est dur de défricher les terres, et où l'économie, la simplicité et la justice prompte et à bon marché, doivent former la première règle de conduite. Mais laissez-moi finir la lettre de mon filleul qui me paraît avoir de drôles d'idées.

« Je crois, mon cher parrain, que des gens ont intérêt à vous tenir en zizanie avec vos voisins les américains, puisque pendant toute la durée de leur guerre, des gazettes du Canada n'ont fait que les critiquer, les ridiculiser, et exprimer toute leur sympathie pour les gens du Sud avec qui vous ne pouvez pas avoir la moindre affaire. Des gens du Sud ont pillé des banques américaines en passant par le Canada et en se sauvant en Canada avec l'argent! On pense par ici que si vous aviez su que le Nord emporterait la victoire, vous n'auriez pas agi de cette manière. C'est comme l'empereur de France qui est allé établir une monarchie au Mexique au moyen d'une armée. Il n'eût pas osé penser à cela s'il avait cru que les américains seraient sortis de leurs difficultés aussi simplement et aussi glorieusement qu'ils l'ont fait. On croit par ici que si la France a fait cette injuste sottise, c'est parce que ce n'est pas le peuple français qui se gouverne lui-même. Aussi, quand les braves troupes françaises seront obligées de s'en retourner, elles souffriront un affront qu'elles n'auront pas mérité, et que la nation française, n'aura pas mérité, puisqu'elle n'a pas, bien certainement, été consultée. Et ici tout le monde pense que l'empire du Mexique ne durera pas. On éviterait donc bien des guerres, bien des difficultés, si l'on ne faisait rien sans consulter ceux qui paient et ceux qui se battent. »

*Pétrus.*—Je crois en effet que les peuples vivraient toujours en paix et se gouverneraient à bon marché, s'ils se mêlaient plus de leurs affaires qu'ils ne le font. Mais continuez, Monsieur Bonsens.

*Bonsens.*—« Il paraît, mon parrain, que vous êtes de mauvaise humeur en Canada, parce que les américains ne veulent pas continuer le traité de réciprocité. Et pourtant c'est bien simple. On ne peut pas s'attendre à voir ces gens-là vous traiter mieux que vous ne faites à leur égard. Vous comprenez bien qu'il n'est